

9 avril 2013

13.342

**Question Olivier Haussener****Le Haut veut vivre! Alors, le canton doit-il mourir?**

Peu adepte des réseaux sociaux, plusieurs citoyens nous ont fait part de leur surprise et indignation en consultant la page Facebook du collectif "Le Haut veut vivre".

Nous vivons en démocratie et nous respectons les opinions exprimées par ce groupe de défense d'intérêts, même s'il ne cesse de critiquer tous ceux qui ne pensent pas comme lui en espérant pouvoir imposer une certaine vérité unique d'altitude.

Ce groupe, de prime abord sympathique et à vocation rassembleuse, s'est constitué à la suite du refus par le peuple neuchâtelois du projet RER-TransRUN et a récolté avec un certains succès de nombreuses signatures pour défendre la cause des Montagnes neuchâteloises.

Malheureusement, lorsqu'on en appelle à ne pas voter pour certains députés qui ne partagent pas la même vision sur le dossier hospitalier, ce collectif dérape et met en danger la cohésion cantonale.

Certainement en manque d'expérience, pas renseigné ou mal conseillé, ce collectif oublie que parmi les noms des députés qu'il appelle à bannir, la plupart ont dit OUI au RER-TransRUN et certains ont même joué un rôle déterminant afin que le Grand Conseil accepte par une très large majorité que le peuple se prononce sur ce projet.

Par son attitude totalitaire et partisane, en critiquant le droit à lancer un référendum, droit élémentaire et garant de notre démocratie, le collectif "Le Haut veut vivre" démontre bien qu'il ne constitue pas une association apolitique et indépendante au service du canton comme il l'avait laissé croire lors de sa création. Mais personne n'est dupe, l'instrumentalisation, la désinformation et la manipulation commence déjà à le gangréner.

Alors qu'il prétendait vouloir la cohésion cantonale et être soucieux des équilibres cantonaux, les propos anti-démocratiques tenus par ce collectif prouvent qu'il ne souhaite pas que le Haut vive, il veut que seulement le Haut vive!

A contrario, nous autres députés avons toujours milité pour que "**le canton de Neuchâtel doit vivre**". La cohésion et l'équilibre d'accord, mais pas à n'importe quel prix et pas n'importe comment!

Tout cela nous amène à poser les questions suivantes:

- Quels sont les critères qui ont motivés notre gouvernement à octroyer à ce collectif un siège au sein du groupe de réflexion sur l'après TransRUN, alors que ce même collectif adopte une attitude anti-démocratique et peu à même de concrétiser des projets de société;
- Le Conseil d'Etat estime t-il toujours pertinent sa décision et est-il prêt à ouvrir son groupe à d'autres collectifs?

Vive le canton de Neuchâtel!